Collection :
Entraide et Crises

Entr'Aide Crises

RÉSUMÉ EXÉCUTIF DU RAPPORT GLOBAL

Reconnaître et renforcer ces liens qui nous sauvent

Juillet 2026

Véronique de Geoffroy
Pablo Servigne



Fondé en 1993, le Groupe URD est un *think tank* indépendant spécialisé dans l'analyse des pratiques et le développement de politiques pour l'action humanitaire et la gestion des fragilités. Son expertise pluridisciplinaire, nourrie par des allers-retours permanents sur les terrains de crise et post-crise, lui permet d'appréhender le fonctionnement du secteur dans son ensemble.

Attaché à l'échange de connaissances et à l'apprentissage collectif, il accompagne les acteurs de l'aide vers des solidarités renouvelées – qui soutiennent les acteurs locaux et renforcent la résilience des populations et des territoires – pour face aux crises actuelles et aux bouleversements à venir.

Cette publication fait suite à une série de 6 études de cas et a été produite avec le soutien de l'Agence Française de Développement et de la Fondation de France. Le contenu de l'étude relève de la seule responsabilité de ses auteurs et ne reflète pas nécessairement les opinions de ces institutions.

Groupe URD
Urgence . Réhabilitation . Développement

Photo de couverture : © Sylvain Garassus

Projet soutenu par Fondation de France

France
AFD Agence Française de Développement

Le constat

Quand une catastrophe survient, un phénomène réapparaît systématiquement, massif et structurant : l'entraide entre les personnes touchées. La sociologie des catastrophes documente cette réponse spontanée depuis plus de soixante-dix ans. Elle reste pourtant largement absente des doctrines, des plans et des formations qui organisent la gestion de crise.

L'imaginaire collectif retient l'inverse : une société au bord du chaos, pillages, panique, effondrement du sens civique. Ce décalage entre la croyance et la réalité a un coût. Il nourrit la méfiance entre institutions et habitants, freine la préparation et conduit à sous-estimer des ressources sociales décisives au moment précis où elles sont le plus nécessaires. Le secteur de l'aide humanitaire, aujourd'hui sous-financé et débordé par la multiplication des crises, n'a plus les moyens d'ignorer la ressource que représente l'entraide dans les crises. La pression monte aussi sur les services de sécurité civile dans les pays occidentaux, appelés à prioriser leurs moyens et parfois dépassés par l'ampleur des besoins. Les habitants, présents en première ligne, deviennent une composante incontournable de la réponse, et leur reconnaissance un enjeu stratégique.

Ce rapport documente cette force sociale méconnue et examine comment elle s'articule, dans les faits, avec les dispositifs de secours. Il propose un changement de paradigme, du contrôle d'une « victime » forcément passive, sujet d'une action des autorités ou des « sachants » (ONG notamment) vers la coopération avec des habitants reconnus comme acteurs.

Le projet et sa méthode

Le projet est né en 2019 de la rencontre entre le **Groupe URD**, centre d'expertise indépendant sur les crises, et **Pablo Servigne**, auteur et conférencier qui a popularisé les idées de catastrophes globales et d'entraide.

Il poursuit une intention opérationnelle : donner au sujet un cadre clair et proposer des pistes d'action. Quatre objectifs le structurent : affiner la compréhension de l'entraide en temps de crise ; appréhender comment en faire un axe central de la préparation, de la réponse et de la reconstruction ; identifier les mécanismes qui renforcent l'articulation entre institutions et habitants ; comprendre comment nos imaginaires freinent l'entraide et comment restaurer la confiance collective.

La démarche repose sur douze travaux. Six études de terrain, conduites avec une méthodologie commune inspirée des sciences sociales, couvrent des contextes contrastés : la vallée de **la Roya** frappée par la tempête Alex en 2020, le **Briançonnais** traversé par la crise de l'accueil des personnes exilées, **La Réunion** exposée aux cyclones, N'Djaména au **Tchad** inondée en 2022, le Greater Uki en **Australie** touché par les mégafeux et les inondations entre 2019 et 2022, et Kharkiv en **Ukraine** dans la guerre. Six webinaires complètent ces terrains sur des thèmes transversaux : le genre, les politiques publiques, la santé mentale ; et d'autres situations : **Valence**, le **Japon** et le **Soudan**. Une revue de près de 300 références académiques nourrit une discussion à la fin de chaque chapitre et de chaque partie.

Le rapport renverse le regard habituel. Au lieu de décrire la gestion de crise par le prisme des institutions, il part des sinistrés eux-mêmes, puis observe l'arrivée des secours et les interfaces entre les deux mondes. Ce renversement organise aussi le plan, construit selon quatre temps placés dans un ordre inhabituel, l'urgence pendant la crise, la crise qui dure une fois l'urgence retombée, l'après-crise, et enfin l'avant-crise. Ces temps se lisent comme un cycle, l'après-crise d'un événement devenant l'avant-crise du suivant. Une cinquième partie en tire une synthèse et une proposition.

Un vocabulaire commun pour se comprendre

Le rapport pose en préalable des définitions opérationnelles, destinées à observer les terrains plutôt qu'à trancher des controverses. La **crise** désigne le basculement d'un système, le moment où les cadres habituels cessent de produire des réponses suffisantes. Elle se distingue de la **catastrophe**, événement violent et localisé qui peut la déclencher, et de l'**urgence**, modalité d'action quand les besoins vitaux ne sont plus satisfaits. Une catastrophe dite naturelle résulte toujours d'une interaction entre un aléa et la vulnérabilité sociale du territoire, ce qui fait du désastre un phénomène social autant que physique.

Trois mots souvent confondus reçoivent des sens distincts. La **solidarité** est une disposition morale, un sentiment d'appartenance qui pousse à agir sans rien dire de la forme de l'action. L'**aide** met en relation un donneur et un receveur dans une asymétrie structurelle, sans réciprocité attendue, dans une certaine verticalité. L'**entraide** repose sur une réciprocité réelle ou potentielle entre des personnes qui se reconnaissent dans une situation commune. Le rapport la définit comme *une force horizontale de convergence, auto-organisée, qui surgit de l'intérieur du groupe affecté*.

Faute de terme français adapté, le rapport propose le mot **entraidant** pour désigner la personne qui agit depuis le groupe touché, sans mandat, dès les premières heures. Ce mot, intuitif et horizontal, sert le plaidoyer ; la littérature scientifique se voit proposer en parallèle le terme plus précis d'auto-intervenant, à côté du primo-intervenant réservé aux professionnels. De cette clarification naît un apport conceptuel central, le triptyque **émergent, convergent, institution**. Les *entraidants* émergent de l'intérieur de la zone sinistrée, les *aidants* convergent de l'extérieur sans mandat, les *institutions* interviennent avec mandat. Cette distinction, absente comme telle de la littérature, change la coordination, car on ne traite pas de la même façon quelqu'un déjà présent et quelqu'un qui arrive. Elle reconnaît aussi une catégorie souvent invisible, la **diaspora**, forme d'aide convergente agissant à distance par des moyens de communication, des circuits financiers et des réseaux de confiance préexistants, premier filet de sécurité au **Soudan** comme en **Ukraine**.

> *« [L'entraide,] une force horizontale de convergence, auto-organisée, qui surgit de l'intérieur du groupe affecté. »*

L'évolution des différents types d'acteurs et de leurs relations face aux crises

Dans l'urgence, la post-urgence et après la fin de la crise

L'entraide (les « entraidants » ou « émergents »)

Sur tous les terrains l'entraide spontanée surgit, parfois dès l'alerte, avant l'arrivée des secours. Elle prend des formes variées (aide alimentaire, hébergement, secours aux personnes, nettoyage, transport, communication, soutien social) et permet une auto-organisation locale remarquable. Elle est portée par un tissu social composé de « liens denses », de « liens légers », de groupes structurés et d'individus catalyseurs, et soutenue par des motivations multiples, de l'impératif vital à l'engagement politique en passant par l'identité partagée. Les chiffres disponibles donnent la mesure de sa contribution : trois quarts des personnes extraites des décombres de Kobe (Japon) l'ont été par des habitants, et environ 43 % des personnes secourues lors de Katrina (USA) l'ont été par des proches ou des voisins. Cette

entraide connaît des limites réelles, notamment l'inégalité d'accès, ou quand les conditions sécuritaires ou de ressources sont extrêmement défaillantes. Mais les comportements antisociaux restent minoritaires, même en situation critique, malgré leur surreprésentation médiatique.

Une fois l'urgence vitale passée, l'entraide locale bifurque. Elle se dissout sous l'effet d'un retour à la normale voulu ou contraint, de l'épuisement et du traumatisme vicariant, de conflits de gouvernance ou de la captation politique de l'aide. Elle se structure parfois, quand un certain nombre de conditions sont réunies, comme le soin apporté au groupe, une gouvernance souple, l'accès à des ressources, une reconnaissance institutionnelle minimale et/ou une mémoire narrative. La logique de performance, importée des cadres gestionnaires, se révèle corrosive pour ces dynamiques.

Après la crise, les collectifs nés dans l'urgence empruntent des trajectoires de long terme contrastées, comme le soutien et la représentation des victimes ou la poursuite de la réponse dans les contextes de crises qui se répètent ou qui perdurent dans le temps. Ils peuvent se maintenir après l'urgence en prenant soin du territoire, en s'engageant dans la préparation ou la prévention face aux risques futurs ou encore en entretenant la vie sociale et en transmettant les savoirs. La tension centrale oppose la structuration nécessaire pour durer à la rigidification qui souvent l'accompagne et la professionnalisation peut transformer une organisation horizontale en simple prestataire de services.

L'aide extérieure (les « aidants » ou « convergents »)

L'aide extérieure spontanée – voisins de la région, diasporas, bénévoles lointains – se mobilise aussi dans l'urgence. Parfois désorganisée et déconnectée du territoire, elle est souvent considérée comme problématique. Le rapport déconstruit le « mythe du fardeau », montrant que ses apports l'emportent le plus souvent sur les problèmes de coordination, sous réserve de relais locaux légitimes, d'une réponse à des besoins identifiés et d'une posture fraternelle.

L'aide extérieure après l'urgence connaît comme l'entraide la même alternative, la structuration durable ou l'épuisement. De nouvelles frictions sur la légitimité, la redevabilité et la coordination apparaissent souvent.

Après la crise, l'aide extérieure peut devenir durable en s'enracinant sur le territoire, et la diaspora se révèle comme une forme de solidarité permanente et structurée. Le mode de financement apparaît comme le révélateur clé de la qualité des relations dans la durée : les financements souples soutiennent l'autonomie, quand les financements calibrés sur l'urgence créent des « effets falaise » et peuvent transformer l'entraide ou briser la solidarité horizontale.

Les institutions

Dans les premiers temps de l'urgence, il y a souvent une forte complémentarité entre les représentants des institutions et les secours présents sur place avec les habitants. La coopération avec l'entraide émergente semble naturelle, même si en dehors des procédures établies. Mais dès que les secours extérieurs arrivent en renfort et que la chaîne de commandement se met en place, les tensions apparaissent. Quatre configurations ont été identifiées : des mondes qui s'ignorent, une cohabitation sous tension, une complémentarité fragile, une cohabitation structurée. Et plusieurs obstacles structurels reviennent systématiquement, l'incertitude assurantielle et juridique des bénévoles spontanés, la bataille des récits qui invisibilise cet élan des habitants, et le retour du vertical, ce moment où les secours réinstallent une logique de commandement dans un espace qui s'était organisé horizontalement.

Après l'urgence, quand l'ordre institutionnel se rétablit, il apporte la coordination à grande échelle, le financement de la reconstruction et

la conformité réglementaire, mais son retour marginalise presque systématiquement les dynamiques horizontales, par non-reconnaissance, dépossession des rôles, décalage des temporalités et/ou captation politique.

Quelques exemples montrent cependant qu'une articulation réussie est possible, le **Japon** avec son obligation légale de respecter l'indépendance des bénévoles, la Suisse avec sa protection civile volontaire et l'**Australie** avec ses équipes communautaires de résilience.

Enfin après la crise, les institutions font de l'héritage émergent un usage révélateur, les retours d'expérience institutionnels n'intégrant presque jamais les habitants, et l'asymétrie de ressources effaçant progressivement les dynamiques émergentes. La question décisive devient de coexister sans absorber, et des interfaces le permettent : des espaces de dialogue permanent, un cadre légal et assurantiel anticipé, et des lieux neutres ou des personnes diplomates qui font le lien entre les deux mondes.

Tout se joue avant la crise : le capital social

L'entraide ne naît pas avec la crise, elle y devient visible. Son socle est le capital social tissé en temps ordinaire. Le rapport en dresse des portraits comparés, depuis les villages denses de la **Roya** jusqu'aux métropoles anonymes. Les liens horizontaux, entre habitants, se renforcent par l'ancienneté d'ancrage, les lieux de rencontre ordinaires, les connexions périphériques entre groupes différents et la diversité des compétences locales. Ils se fragilisent par l'anonymat et la rotation résidentielle, les fractures internes préexistantes, la sélectivité des tissus affinitaires et l'épuisement par la répétition de crises trop rapprochées. Les liens verticaux, entre habitants et institutions, suivent leur propre logique. La confiance verticale repose sur une relation incarnée avant la crise, sur la stabilité des interlocuteurs, sur la reconnaissance préalable des collectifs et sur une préparation partagée. Elle se fracture par la mémoire longue de l'abandon, l'instabilité institutionnelle, les ruptures politiques et un hiérarchisme procédural qui exclut sans le vouloir.

> *Sols el poble salva el poble – Seul le peuple sauve le peuple*
>
> *– Entraidants de Valence*

En synthèse : huit caractéristiques de l'entraide

Sous le mot unique d'entraide se tient une diversité de formes irréductibles, une sorte de biodiversité dont chaque type possède ses conditions d'émergence, sa puissance et sa fragilité. Le rapport la cartographie selon deux axes. L'axe de la surprise oppose l'entraide attendue, issue de liens préexistants et prévisible pour qui connaît le territoire, à l'entraide inattendue, née dans la crise et productrice de liens nouveaux. L'axe de la posture vis-à-vis des institutions décrit un gradient : sans elles dans l'autonomie, contre elles dans la contestation, pour elles dans le service en verticalité, avec elles dans la co-création. Croisés, ces axes donnent huit formes idéales-typiques.

Ces huit cases sont des outils de lecture, non des tiroirs où ranger les cas d'étude ni même les collectifs. L'hybridité est la règle, le type pur l'exception. Plusieurs formes coexistent sur un même territoire, portées parfois par les mêmes personnes à quelques heures d'intervalle.

Une forme glisse vers une autre selon la durée, la réponse institutionnelle et l'épuisement, qu'il s'agisse de capitalisation lente d'une crise à la suivante, d'escalade rapide quand une forme Alignée rejetée bascule dans l'Indignée, ou de rapprochement fragile vers l'institution.

L'angle mort institutionnel se loge précisément là. Les institutions n'accueillent vraiment, avec procédures, ressources et reconnaissance, que la Planifiée et l'Auxiliaire, à la marge la Participative et l'Alignée. Les quatre autres formes débordent, dérangent ou inquiètent, alors qu'elles concentrent l'essentiel de la puissance d'action des sociétés en crise. Compter sur les seules formes lisibles pour gérer l'interface avec toutes les autres fait porter une charge intenable à ces acteurs et fragilise la résilience du territoire. L'enjeu pour l'autorité n'est pas de choisir avec quelle forme travailler, mais de développer la capacité de lire cette constellation en mouvement.

	Inattendue (liens nouveaux)	**Attendue (liens préexistants)**
Sans les institutions	**Irruptive** : surprenante, éphémère, universelle, première	**Communautaire** : autonome, durable, ancrée, infrastructure invisible
Contre les institutions	**Indignée** : colère muée en action, sans préparation	**Rebelle** : contestation délibérée, organisée, illégalité assumée
Avec les institutions	**Participative** : non formée, complémentaire, co-créatrice	**Planifiée** : formée, préparée, fiable, encouragée par les secours
Pour les institutions	**Alignée** : disponible, subordonnée, coordonnée par les secours	**Auxiliaire** : formée, quasi-professionnelle, en prolongation des secours

Un système de croyances néfaste

Le changement de regard se heurte à un système de croyances institutionnellement ancré, inscrit dans les textes de planification, transmis dans les formations, résistant à la preuve contraire même quand les professionnels la constatent sur le terrain. Ces croyances ne décrivent pas la réalité des crises, elles la fabriquent. Elles portent sur les comportements humains dans les crises, sur notre façon de considérer les crises et enfin sur l'entraide.

Chacune de ces croyances produit des effets concrets et coûteux. La peur infondée de la panique pousse à retarder les alertes, un coût qui se compte en vies, comme illustré à Valence. La croyance aux pillages dirige des moyens vers la répression avant le secours aux personnes. La supposition de passivité prescrit l'attente et inhibe l'initiative des premiers répondants déjà mobilisés. Le modèle de commandement et de contrôle, hérité de la défense civile de la Guerre froide, écarte l'entraide spontanée et fabrique ainsi les embouteillages qu'il redoute. La réalité documentée inverse chacun de ces énoncés, la panique au sens clinique est rarissime, les comportements observés sont majoritairement rationnels et orientés vers autrui, les habitants sont partout les premiers répondants, et les crises produisent de l'auto-organisation. Quand la panique survient, elle est plutôt le fait des élites qui prennent des mesures défensives contre une menace imaginaire et créent ainsi le désordre qu'elles redoutaient.

Ces croyances forment un système fonctionnel. Elles sont institutionnellement transmises, justifient le commandement et légitiment la méfiance envers le public. Elles fonctionnent en boucle performative, les doctrines produisant des dispositifs qui produisent à leur tour la vulnérabilité que les croyances attribuaient aux populations. Si les croyances fabriquent la réalité qu'elles décrivent, en changer devient une intervention sur le réel.

La dimension politique de la gestion de crise

La gestion de crise se présente comme un problème technique de coordination et de moyens. Or, elle est d'abord politique, parce qu'elle révèle qui compte, qui décide et qui supporte le coût des crises. L'invisibilisation des entraidants en est le premier mécanisme, un acteur sans nom dans le cadre institutionnel ne peut être ni soutenu, ni formé, ni mobilisé. Cette cécité ne procède pas d'une hostilité délibérée mais d'une grammaire institutionnelle dépourvue de case pour celui qui agit sans mandat. Alors que près de sept personnes sur dix choisissent de coopérer dans des situations à enjeux réels, les habitants eux-mêmes l'entretiennent en sous-estimant systématiquement la disposition des autres à coopérer.

Les inégalités structurent la crise en amont et en aval. La vulnérabilité est une construction sociale où les inégalités ordinaires s'accumulent de façon exponentielle, ceux qui ont le moins se retrouvant les plus exposés et les moins servis par l'aide. Puis la complexité bureaucratique de la reconstruction exclut les plus pauvres, certaines politiques de relogement détruisent activement le capital social qui avait permis la survie. Pourtant l'infrastructure sociale d'un territoire protège davantage que le revenu, comme l'a montré la canicule de Chicago où la « température sociale » des quartiers a décidé de la mortalité. La dimension de genre est la plus structurelle et la plus invisible, les femmes portant une part disproportionnée du travail de coordination, de soin et de mémoire, occultée jusque dans la couverture médiatique presque exclusivement masculine dans la plupart des cas, et comme démontré notamment lors de la tempête Alex dans la vallée de la Roya. La santé mentale par ailleurs, traitée comme affaire individuelle et clinique, relève en réalité d'un choix de gouvernance, les stresseurs secondaires modifiables pesant autant que le choc primaire, et l'appartenance à un groupe agissant comme un remède social qui protège directement la santé.

Dans ce contexte, le concept de résilience appelle la prudence. Il capte quelque chose de réel, soulignant la variabilité des réponses selon les ressources sociales, mais son usage dominant peut déplacer vers les habitants des responsabilités qui relèvent de la gouvernance. Alors que la résilience néolibérale lâche un « débrouillez-vous », l'entraide propose un « organisons-nous ». Le conflit entre gestion verticale et entraide horizontale n'est donc pas un problème de coordination soluble par de meilleures procédures, il reflète deux conceptions du pouvoir. L'entraide n'est pas le désordre que la doctrine redoute, mais une autre forme d'ordre, distribuée et adaptative, souvent plus rationnelle que la réponse centralisée quand l'autorité échoue ou est tout simplement débordée. Cette responsabilité engage aussi les habitants, pour qui s'entraider est une capacité autant qu'un devoir, à condition d'un étayage qui leur évite l'épuisement. Les contextes du Sud, enfin, inversent le regard habituel. Là où l'État-providence ne s'est pas reproduit et où les catastrophes sont fréquentes, des sociétés ont préservé des formes d'articulation et de robustesse que le Nord a désapprises.

Vers une culture de l'entraide

La proposition la plus ambitieuse du rapport issue de l'analyse des difficultés et des réussites documentées par nos travaux et 70 ans de littérature tient en un nom, la **culture de l'entraide**. Celle-ci est constituée de l'ensemble des liens, du sens partagé et des gestes qui les cultivent en temps ordinaire, et qui rendent l'entraide possible, probable et transmissible sur un territoire. Cette capacité se travaille avant la crise, et l'entraide ne sert pas seulement à survivre mais aussi à mieux vivre. La proposition dépasse la culture du risque, centrée sur l'aléa et sur l'information, et la résilience communautaire, qui glisse vers un « gouvernement par la catastrophe ». Son cœur scientifique réunit deux littératures qui s'ignorent, le capital social qui rend compte de l'entraide attendue née de liens préexistants, et l'identité sociale partagée qui explique comment des inconnus s'organisent en quelques heures, sans lien préalable.

Cette culture vise plusieurs fins de portée croissante. **Survivre**, car plus le tissu relationnel est dense avant la crise, plus un territoire y survit et s'en relève. **Vivre**, car les liens qui sauvent dans l'urgence sont ceux qui rendent le quotidien vivable et rompent l'isolement. **Vivre mieux**, car la crise traversée ensemble ouvre une fenêtre, suspend les hiérarchies ordinaires et rend pensables des façons d'habiter et de décider qui paraissaient hors d'atteinte. Cette culture de l'entraide repose sur deux piliers : les liens et le sens. **Cultiver des liens** suppose d'en travailler ses différentes dimensions, horizontales entre habitants et verticales avec les institutions. **Co-construire du sens** suppose d'élargir la frontière du nous par des récits communs inclusifs, en privilégiant le projet commun, et en se méfiant de l'ennemi commun. À ces deux piliers s'ajoute la mémoire sociale, où une mémoire populaire de l'entraide, vivante et appartenant aux habitants, vient compléter la mémoire institutionnelle sans s'y fondre.

Cette culture redéfinit les postures. Face à l'entraide, le rôle des institutions n'est ni de commander ni de disparaître, mais d'**étayer** : de fournir ressources, locaux, reconnaissance et cadre en accompagnant la montée en charge sans dénaturer ni absorber. L'étayage suppose une retenue, soutenir sans tenir, et doit se porter en priorité vers les personnes les plus isolées, celles qui manquent justement des liens de relai. Sa première condition reste la reconnaissance de l'entraide, jusqu'aux formes qui dérangent. Du côté des habitants, le rapport oppose deux récits. Celui de l'effondrement et du repli individuel est empiriquement faux et auto-réalisateur, car la posture de repli détruit par anticipation le lien dont les crises ont besoin. Celui de l'entraide est conforme aux faits et tout aussi performatif, car croire que les autres coopéreront contribue à faire advenir la coopération. De ce récit se déduisent des principes d'action pour les habitants comme

pour les écoles de gestion de crise : se préparer en améliorant le tissu social plutôt qu'en se repliant, faire primer l'humain sur le matériel, faire que toute préparation améliore la vie présente, s'engager à connaître son tissu social et à l'élargir, et s'entraîner ensemble en lien avec les secours.

La mise en place d'une telle culture pourrait se faire déjà maintenant, sans grands moyens, dans le tissu ordinaire de nos vies, mais nous gagnerions toutes et tous à la voir se déployer rapidement et à long terme grâce à l'intervention appuyée des institutions.

Elle reconnaitrait la ressource qu'est l'entraide en même temps que le coût qu'elle fait peser sur celles et ceux qui la portent, réconcilierait institutions et habitants autour d'une cause commune, et opposerait à l'inégalité un horizon concret ainsi qu'une méthode : celle de diversifier les liens et élargir nos membranes d'appartenance

Pour accéder au rapport complet :

***Reconnaître et renforcer ces liens qui nous sauvent,* juillet 2026, Véronique de Geoffroy et Pablo Servigne, Groupe URD**

COLLECTION ENTR'AIDE & CRISES :

ETUDE DE CAS FRANCE (Vallée de la Roya) :
Émergence et devenir des dynamiques solidaires (aide et entraide) dans la vallée de la Roya post tempête Alex, mars 2025, Pablo Servigne et Aliénor Desclais, Groupe URD.

ETUDE DE CAS TCHAD :
"On ne peut pas rester les bras croisés", pratiques ambivalentes de l'(entr)aide lors des inondations de 2022 à N'Djamena, mars 2025, Cécile Petitdemange et Aline Hubert, Groupe URD.

ETUDE DE CAS AUSTRALIE :
Comment l'entraide a renforcé la résilience communautaire du Grand Uki, 2019-2022, mars 2025, Dr Claire McLisky et Emma Pittaway (auteurs principaux) avec la contribution de Dr Jean Renouf, Dr Jo Longman et Dr Richard Hil, Groupe URD en collaboration avec Plan C.

ETUDE DE CAS UKRAINE :
Survivre dans une zone de guerre : l'entraide, la solidarité locale et au-delà, Mars 2025, Iryna Pidkurkova, François Grünewald, avec la collaboration de Daniil Bilous, Ilona Hetman, Valeriia Nahorna,Illia Storozh, Groupe URD.

ETUDE DE CAS FRANCE (Briançon)
La fabrique des solidarités à Briançon : mécanismes émergeants d'aide et d'entraide à la frontières franco-italienne, Florence Chatot et Thomas Albertini, mars 2025, Groupe URD.

ETUDE DE CAS FRANCE (La Réunion)
Les mobilisations citoyennes face aux épisodes cycloniques à la Réunion et notamment suite au cyclone Belal (2024), décembre 2025, Valérie Léon, François Grünewald, Groupe URD.

RAPPORT GLOBAL :
Reconnaître et renforcer ces liens qui nous sauvent, juillet 2026, Véronique de Geoffroy et Pablo Servigne, Groupe URD

RECONNAITRE ET RENFORCER CES LIENS QUI NOUS SAUVENT

Lorsqu'une crise survient – et d'autant plus que les secours sont débordés –, un phénomène massif et systématique émerge : **les personnes touchées s'entraident spontanément**. Soixante-dix ans de recherche le confirment, et pourtant il reste invisible dans les doctrines, les plans et les formations qui organisent la gestion de crise. Ce rapport le documente à partir de six études de terrain (La Roya, Tchad, Australie, Ukraine, Briançon, La Réunion) et six webinaires, ainsi que d'un corpus de près de 300 références académiques.

Ses résultats principaux : l'entraide émerge toujours, quelque soit la crise ; elle précède les secours institutionnels ; elle peut prendre diverses formes en fonction du rapport des habitants aux institutions et de leur degré de préparation ; avec le temps, elle se structure, ou bien s'épuise, selon la qualité des liens préexistants entre habitants ainsi que de leur articulation avec les institutions. Ces dernières, quant à elles, en ne nommant pas ces phénomènes d'entraide, ne peuvent ni les voir ni les prévoir, ni même les mobiliser, et tendent donc à les marginaliser, ce qui mène à des situations délétères.

Ce diagnostic conduit à une proposition : développer une véritable **culture de l'entraide**. Ce concept reposerait sur deux piliers cultivés en temps ordinaire : les liens et le sens partagé. La nouvelle posture que cela implique pour les institutions n'est ni le commandement ni le retrait, mais ce que nous appelons l'étayage, c'est-à-dire le soutien sans l'absorption. Pour les habitants, la culture de l'entraide oppose au récit du repli individuel un récit moins dangereux et plus conforme aux faits : face au danger partagé, les humains s'organisent vite, spontanément, et avec intelligence.

Entr'Aide Crises

Groupe URD
La Fontaine des Marins
26170 Plaisians – France
Tel : + 33 (0)4 75 28 29 35
www.urd.org

Contact : entraide@urd.org

Pour plus d'informations sur le projet :
www.urd.org/fr/projet/soutenir-lentraide-en-temps-de-crise-projet-entraide-2

Crédits photos : ©Groupe URD. Tous droits réservés.